



## Une nouvelle démarche pour le PSU

TEXTE N° 4

### UNE NOUVELLE DONNE INTERNE

**L**a réforme statutaire concernant l'élection de la DP va entrer en vigueur à ce Congrès. C'est une chance et une opportunité qu'il faut saisir pour transformer les pratiques de vie interne et les modes de direction du Parti. Il ne faut pas subir cette réforme, mais bien exploiter toutes les potentialités qu'elle renferme.

La majorité de la DP va être dorénavant élue par les fédérations et les régions. Ces élus seront mandatés et révocables par ceux qui les auront désignés. Nous pourrions ainsi approcher un mode de fonctionnement qui soit en accord avec nos orientations autogestionnaires pour le moins oubliées ces dernières années. Cela signifie en clair que la responsabilité du débat et de la Direction politique va être entre les mains des structures de base du Parti. C'est une évolution importante dont il faut mesurer les enjeux et les conséquences dans la vie quotidienne des fédérations et des sections.

Si l'on ne veut pas sombrer dans un localisme ou un corporatisme fédéral, il va falloir inventer un travail de liaisons horizontales interfédérales tout à fait nouveau. Cela repose en d'autres termes la question de la formation politique dans le Parti afin de permettre aux militants, aux sections et aux fédérations d'assumer ces nouvelles responsabilités.

Nous voulons assumer toutes les conséquences de cette nouvelle donne interne. Il faut savoir que nous ne serons pas toujours d'accord entre nous sur certains problèmes, nos positions résultant des discussions et des mandats de nos fédérations qui réagiront parfois différemment.

Cela signifie que nous ne voulons, ni ne pouvons dès maintenant, détailler les solutions possibles aux questions qui se poseront au Parti dans les mois et les années à venir.

Ce n'est pas une fuite devant nos responsabilités, mais la reconnaissance que l'évolution des positions du PSU découlera des discussions dans les fédérations.

### DES IDEES DIRECTRICES

Nous ne proposons donc pas une orientation globale qui prétende trancher sur tous les problèmes. En revanche, nous tenons à rappeler les grandes idées qui fondent l'existence et le développement du PSU dans la situation présente.

#### • *Un dynamisme fondé sur la démocratie*

Nous voulons reconstruire une démocratie interne qui redonne la confiance qui fait actuellement défaut au PSU et dont l'absence permet tous les procès d'intention, les chantages, et bloque toute capacité d'avancée collective.

Un parti qui se veut vraiment tourné vers l'extérieur, avoir du dynamisme, appa-

raître comme attirant et différent, doit avoir une vie interne à l'image de son projet. Nous ne voulons pas d'un unanimité de façade, mais au contraire faire surgir les débats et surmonter collectivement les difficultés qui se font jour.

• **Une action fondée sur la réflexion**

Nous voulons un parti qui redevienne un intellectuel collectif, qui pense, qui agit et qui dit ce qu'il pense, sans toujours se déterminer par rapport aux autres. Un parti qui engage des campagnes et qui s'y tient. Un parti qui développe son projet alternatif antiproductiviste, pour un autre mode de développement, remettant en cause le contenu et la logique du développement capitaliste. Nous voulons le PSU clairement engagé dans la gauche, agissant pour sa réussite malgré les risques d'échec de plus en plus sensibles. Nous devons être en première ligne contre la montée inquiétante de la droite et trouver les propositions capables d'unifier un bloc social et politique de gauche pour une sortie de la crise favorable aux travailleurs.

Seule l'affirmation plus forte d'un pôle socialiste autogestionnaire est capable d'aller dans ce sens.

C'est le rôle principal du PSU d'y contribuer. Pour ce faire, il doit se situer clairement dans les enjeux politiques actuels :

- Soutien critique au gouvernement avec nos propositions alternatives.
- Recherche de l'unité d'action avec les autres composantes de la gauche qui ne se limite pas aux institutions et s'articule avec la mobilisation et l'initiative populaires.

## **L'ENTREE D'HUGUETTE BOUCHARDEAU AU GOUVERNEMENT**

En ce qui concerne l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement, il faut que les militants et les fédérations se prononcent clairement sur la manière dont le PSU prend en compte cette situation. Nous traduisons ici l'état des réflexions qui ont eu lieu dans nos fédérations.

Sur de nombreux points, nous avons adopté une position commune ; en revanche, il reste des appréciations différentes sur lesquels les militants devront se prononcer au Congrès.

C'est pour cela que nous présenterons un tronc commun et des amendements qui expriment ces différences : vous devrez voter à part l'un ou l'autre de ces amendements ou les refuser.

La décision de la majorité de l'ex BP en date du 24 mars 1983

- de se féliciter de l'entrée de H. Bouchardeau au gouvernement sans aucune consultation du Parti,
- de convoquer lui-même, sans réunir la DP, un Conseil national les 7 et 8 mai,
- de demander des textes d'orientations pour le 8 avril au plus tard, a généralisé le climat de méfiance dans le Parti et créé une situation extrêmement dangereuse. Pour beaucoup d'entre nous un tel comportement semblait être impossible au PSU, parti autogestionnaire.

Le parti ne peut accepter la procédure qui a présidé à la nomination d'H. Bouchardeau au 3<sup>e</sup> gouvernement Mauroy. D'une part, elle entérine les pratiques présidentielles de la V<sup>e</sup> république, d'autre part elle engage la responsabilité politique du BP qui a transgressé la résolution de la DP des 19 et 20 mars.

**AMENDEMENT A : Elle concrétise aussi l'irrésolution des organes dirigeants (DP et BP) à affronter les ambiguïtés du pacte majoritaire issu du congrès de Nantes.**

**V. Comparat, J. Font, J.Cl. Lescornet, J.J. Mabilat**

Le PSU, en prenant acte de la présence d'H. Bouchardeau, militante du PSU au gouvernement, rappelle que le Parti, n'ayant pas signé d'accord règle la solidarité gouvernementale. Cette présence ne saurait donc modifier sa stratégie de soutien critique.

Pour assumer cette situation politique, la DP du PSU prend l'initiative de créer un secteur Environnement et de renforcer ses autres secteurs pour développer ses propositions alternatives et assurer les liaisons avec tous les camarades investis dans le gouvernement et les cabinets ministériels.

**AMENDEMENT B : L'entrée au gouvernement d'H. Bouchardeau s'est faite à un mauvais moment, juste avant l'annonce du nouveau plan de rigueur dont on craint les conséquences sur l'emploi, l'activité économiques et les salaires.**

Tout en constatant que le PSU a adopté une démarche à laquelle, pour le moins, le Parti n'a pas participé, que nombre d'adhérents sont finalement satisfaits de cette nomination, qu'ils l'espéraient sans vouloir en être responsables, qu'elle ne s'accompagne pas de la signature d'un texte de solidarité gouvernementale, ce qui soit dit en passant, pose plus de problèmes au gouvernement qu'au PSU.

Il s'agit donc de faire en sorte que ce poste permette : une meilleure insertion des propositions du PSU dans la vie politique, en quelque sorte pour amplifier la portée de nos idées, la mise en œuvre de nouvelles relations avec les associations à la fois par des relations verticales et par des liens décentralisés dans les localités, les départements et les régions. Si nous savons nous saisir de ces possibilités, alors oui, cette décision n'aura pas été inutile ;

G. David, J. Font, J.C1. Lescornet

**AMENDEMENT C : Certains camarades, bien qu'opposés à l'entrée d'H. Bourchardeau au gouvernement, pensent néanmoins qu'il faut l'assumer, c'est-à-dire en tirer tous les avantages possibles pour le PSU, à la fois en ce qui concerne l'apparition médiatique du parti et la facilitation du travail des fédérations ou des relations avec les associations.**

Or, peut-on, sans être intellectuellement incohérent et moralement malhonnête dire : d'une part, que la décision d'H. Bouchardeau est une décision personnelle qui n'engage pas le Parti (ce que nous savons pertinemment être une fable) et d'autre part envisager de s'en servir, voire même de créer une commission de coordination, travaillant en liaison étroite avec le cabinet ministériel (qui lui donnerait ses impulsions) et servant de courroie de transmission entre ce dernier le Parti : la main gauche peut-elle ignorer ce que fait la main droite ? Peut-on être à la fois dehors et dedans, dehors en tant que parti et dedans par l'intermédiaire d'H.B. ? Nous ne le croyons pas, il ne faut pas être hypocrite et se cacher la tête dans le sable.

Nous ne sommes pas maximalistes et sommes d'accord pour travailler avec ce ministère (et sa nouvelle titulaire), mais nous sommes contre la gadgétisation de notre action politique.

Le Congrès refuse la création d'une commission spéciale ayant pour objet essentiel des relations privilégiées avec le secrétariat à l'Environnement dont elle serait plus ou moins dépendante.

A. Ancel, L. Le Disloquer, Cl. Chapaud

## POUR UNE AUTRE POLITIQUE ECONOMIQUE

La politique de relance tentée par le gouvernement en mai 81 a échoué surtout par manque de prise en compte de l'ampleur et de la nature de la crise. Après cet échec, le plan Delors, qui vise à rétablir les grands équilibres (balance des paiements extérieurs, budget social) par la réduction de la consommation, principalement celle des couches moyennes, illustre l'acceptation des contraintes imposées par nos partenaires économiques.

Ce plan d'attente qui veut rénover l'appareil va néanmoins accroître le chômage, exacerber les contradictions de classes, favoriser la montée des corporatismes, et couper le gouvernement d'une partie importante de son électeurat.

Cette politique économique, parallèle à l'alignement sur l'atlantisme militaire est contradictoire avec celle proposée par le PSU qui suppose une prise de distance avec les normes capitalistes internationales (même au prix d'une protection de certaines de nos productions, pour préparer le terrain à un autre type de développement), et l'établissement de relations nouvelles avec le tiers monde.

Plus que jamais nous devons réaffirmer les grands axes de nos propositions :

- Reconquête du marché intérieur par le développement autocentré des régions.
- Développement d'accords économiques avec le tiers monde échappant à la dictature du dollar.
- Autre politique industrielle, moins gaspilleuse, en commençant par une autre politique (dans cette perspective, une nouvelle organisation du travail doit rester un des thèmes majeurs de notre réflexion).

### **POUR UNE POLITIQUE DE PAIX : LE DESARMEMENT**

Le PSU refuse la politique gouvernementale actuelle : atlantisme militaire (OTAN) lié à l'atlantisme économique (dictature du dollar évoquée plus haut) et politique (relations Est-Ouest) :

- Investissements militaires scandaleux (835 milliards de francs en 5 ans).
- Choix nucléaires : bombe à neutrons, mise en chantier d'un sous-marin nucléaire, fusées nucléaires tactiques (visant la RDA).
- Ventes d'armes à l'étranger, qui plus est sans distinction du régime politique du pays acheteur.

Le PSU propose :

- Un neutralisme actif (refus de la logique des Blocs issus des accords de Yalta).
- Une lutte pour la dénucléarisation de l'Europe en commençant par le gel des armes nucléaires (en liaison avec le mouvement alternatif allemand, le CODENE et les organisations pacifistes internationales).
- Le développement de liens économiques politiques avec le tiers monde (fondés sur des rapports commerciaux et des échanges techniques et culturels égaux).

### **DES AXES DE LUTTES**

Nous demanderons aux fédérations de se prononcer sur quelques grandes campagnes qui ne soient pas uniquement tournées vers les institutions mais qui permettent de faire avancer nos idées sur le terrain même des luttes et de favoriser la progression du mouvement autogestionnaire à l'intérieur de la gauche et des couches populaires :

- Partage du travail et extension des droits des travailleurs (réelle mise en application des lois Auroux).
- Egalité des droits pour les travailleurs immigrés et leurs familles (campagne « Carte unique », campagne anti-raciste).
- Lutte contre les inégalités et pour une réforme fiscale.
- Lutte pour une autre politique énergétique centrée sur les régions.
- Lutte contre la force de frappe et pour une Europe sans nucléaire ce qui pourrait être le thème principal du programme d'une « liste européenne alternative » (élections de 1984).

Il est évident que cette énumération est incomplète et n'est qu'indicative car nous savons qu'il ne suffit pas de lancer dans un texte de congrès des campagnes d'action pour qu'elles soient prises en charge par l'ensemble du Parti.

Nous demandons aux fédérations de choisir parmi les différentes propositions ou selon leurs propres besoins les campagnes qui leur semblent primordiales.

Le Congrès aura à sélectionner les demandes qui font un large consensus avec engagement des sections de base ; la nouvelle direction sera chargée d'organiser la coordination de ces campagnes décidées ensemble.

Naturellement, le suivi de ces campagnes suppose que le Parti se dote de secteurs d'activités vraiment vivants (commission entreprises et réseau des élus en particulier).

## LE DEVELOPPEMENT DU PSU PROBLEMES DE FONCTIONNEMENT

### • *L'implantation du PSU, ses moyens, recrutement, développement....*

Ce problème n'est pas seulement une affaire d'organisation. Dans la situation actuelle, il dépend de notre capacité à avancer des propositions alternatives avec d'autres forces vives de gauche afin :

- D'affirmer notre autonomie d'action.
- De remobiliser les militants « déboussolés » par l'orientation gouvernementale actuelle.

Nous devons pour cela porter le débat sur nos propositions dans les organisations politiques et syndicales de gauche, dans le réseau associatif et nous servir de notre présence dans les conseils municipaux.

Parallèlement, nous devons aussi être très attentifs au changement d'état d'esprit chez les jeunes ; nous assistons actuellement à des mutations profondes en ce qui concerne leur forme d'engagement, lorsqu'ils pensent devoir s'engager : des types d'action politique différents de ce que nous connaissons en naîtront certainement.

### • *Organisation interne du Parti*

La mise en place des nouveaux statuts devrait modifier profondément le fonctionnement du Parti et son esprit comme l'explique le préambule. Pour être des porte-paroles de leur fédération, les délégués siègent à la base du Parti. Pour ce faire, il est nécessaire que, sur toutes les questions importantes, ils aient pu interroger leurs mandants. Ils devront pouvoir, au besoin, traduire les résultats des débats dans un vote par mandats à la DP.

Des liaisons horizontales doivent s'organiser pour alimenter l'information et la réflexion dans le parti.

Reste à étudier la contradiction qui existe entre un parti qui se veut autogestionnaire et régionaliste et dont le BP, par son mode de fonctionnement, est obligatoirement parisien.

Comment intégrer les régions à ce travail de bureau ? Quel rôle lui donner ? Comment organiser, prendre le temps pour approfondir des problèmes complexes, sans vote rapide par délégation de confiance (ce qui engage peu dans l'action) ?

Voilà des problèmes qu'il nous faudra reposer en prenant le temps voulu et en les expérimentant.

***L'autogestion n'est pas seulement un problème de statuts, mais d'état d'esprit et de pratiques.***

## EXPLICATIONS SUPPLEMENTAIRES

Etant donné le temps trop bref de préparation, il nous a été impossible de pousser jusqu'au bout notre démarche : remettre aux fédérations la responsabilité d'élaboration des textes de Congrès.

Légitimement, les camarades vont donc s'interroger sur l'issue de ce congrès : qui va gouverner le Parti ?

Nous ne sommes pas habilités à préconiser telle ou telle alliance, en conséquence, nous demandons aux futur(e)s délégué(e)s d'être porteur(euse)s de mandats pour opérer les regroupements nécessaires entre notre texte et les autres.

Nous demandons aux fédérations de mandater explicitement leurs délégués au Congrès sur les points suivants :

- Quels sont les compromis politiques possibles avec les autres textes d'orientations ?

Quelles sont les alliances envisageables compte tenu des prises de position et des pratiques passées et récentes ?

**LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES**

Anne Ancel (75), Gérard Andrieux (75), Mathilde Anquetil (76/27), Jeannine Bachelet (76/27), Jean Bertin (24), Maryvonne Boileau (38), Isabelle Bourleyre (24), Jean-Claude Caraire (16), Claude Chapaud (75), Jean Coirier (85), Vincent Comparat (38), Marcel Cousteil (24), Guy David (26/07), Gérard Desbois (94), Jacques Font (66), Philippe Gemonet (85), Marie Claire Germanaud (24), Colette Gluck (7/27), Erwan Goulletquer (92), Jean-Louis Griveau (Bretagne), Michel Gruber (91), Jean-Paul Hébert (76/27), Lanig Ledilosquer (29), Lucien Legrand (76/27), Jean-Claude Lescornet (91), Jean-Jacques Mabilat (91), Loïc Marie (76/27), Henri Mermé (75), Norbert Meyer (68), Roger Meyer (83), Lino Ottogali (24), P. Pallard (7/27), Jean-Louis Peyron (44), Blandine Pien (76/27), Jacques Pigaillem (75), André Ponchel (89), Jean-Yves Rognan (75), Sylvain Ros (93), Étienne Serre (24), Monique Smolar (91), Roland Smolar (91), Alex Trainchot (24), Eric Turen (7/27), Patrick You (85).

**Envoyez vos signatures à :**

Anne Ancel, 10 cité Falguière, 75015 Paris. Tel : (1) 322 70 42 ou à Jean-Jacques Mabilat, 99, avenue du Gl Leclerc, 91120 Palaiseau. Tel : (!) 014 54 53